



HAL
open science

La Consultation Citoyenne a le vent en poupe avec la crise sanitaire de 2020

Angélique Chassy, Philippe Bance

► **To cite this version:**

Angélique Chassy, Philippe Bance. La Consultation Citoyenne a le vent en poupe avec la crise sanitaire de 2020. 2020. <hal-04044575>

HAL Id: hal-04044575

<https://normandie-univ.hal.science/hal-04044575v1>

Submitted on 24 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved

La Consultation Citoyenne a le vent en poupe avec la crise sanitaire de 2020

Philippe BANCE – Professeur des Universités – Université des Antilles-UMR CNRS LC2S et Angélique CHASSY – PhD Économie – EM Normandie)

Vers la faillite d'un modèle de gouvernance très centralisé !

La crise sanitaire COVID-19 a bouleversé le mode de vie de la population. Elle suscite des interrogations sur son anticipation et sa gestion par les autorités publiques françaises. On assiste en effet aujourd'hui à des mises en cause de la pertinence de la gouvernance des politiques publiques à l'œuvre face à cette crise. La crise COVID ne marque-t-elle pas dès lors la faillite d'un modèle aux fondements très centralisé et ne pousse-elle pas à préconiser l'instauration d'autres formes de prise en compte des aspirations des populations pour une mise en œuvre pertinente de l'action publique, au service de l'intérêt général ? A l'exemple de la Convention Citoyenne sur le Climat et de Conseils Consultatifs de Citoyens instaurés par des collectivités territoriales comme la ville de Millau, du Département Lot et Garonne et de la Région Réunionnaise, les Conseils de Citoyens peuvent en effet apparaître dans cette optique comme des outils de prévention et de gestion concertées des risques sanitaires entre les citoyens et les décideurs publics. En étant constitués pour être représentatifs de la population et animés par des tiers indépendants d'autorités tutélaires, les Conseils de Citoyens ne permettraient-ils pas de coconstruire la décision publique pour la mettre en meilleure adéquation avec les aspirations citoyennes ?

Les citoyens donnent leur avis !

Les résultats d'une enquête exploratoire réalisée en ligne sur le périmètre national pendant la période de confinement (317 répondants) montrent que, pour près de 3 répondants au questionnaire sur 5, existe un déficit d'information et d'association de la population concernant la prévention et la gestion de la crise sanitaire COVID-19. De même, plus de 3 sur 5 sont en désaccord avec les décisions prises par les autorités publiques ; près de 7 sur 10 estiment qu'ils ont la capacité de proposer de bonnes solutions et 3 sur 4 pouvoir apporter des informations pertinentes pour anticiper la crise. Plus de 4 sur 5 estiment que la participation citoyenne est une démarche pertinente dans le processus décisionnel pour prévenir ce type de crise.

Par-delà la question du positionnement individuel, s'exprime avec force un besoin de mise en place d'instances qui permettent l'implication citoyenne en matière d'action collective, et en particulier pour les prises de décisions relevant du domaine de la santé publique. Près de 7 répondants sur 10 considèrent que la résolution d'une crise sanitaire telle celle du COVID-19 procède bien plus de l'action collective que de l'action individuelle. Face à un risque de santé majeure, l'instauration de Conseils de Citoyens est vue comme un outil qui permettrait de réviser positivement le processus de prise de décisions collectives. Pour plus de 4 répondants sur 5, des Conseils de Citoyens offrirait en effet plus d'écoute et de dialogue permettant aux décideurs de considérer les attentes de la population pour mieux prévenir et gérer la crise sanitaire.

Un appel citoyen !

Se trouve en effet largement plébiscitée l'idée de donner des prérogatives plus étendues à la consultation citoyenne dans les processus décisionnels publics, car permettant, sans doute, de mieux considérer les représentations sociales et les attitudes de la population face au risque en matière de décision collective. On peut y voir également un appel à la confiance dans la justesse des points de vue citoyens pour mener l'action publique, par leurs conseils et recommandations aux autorités. Les Conseils de Citoyens se trouvent, dans cette optique, plébiscités pour une prise en compte des besoins et des intérêts des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de santé publique et apparaissent comme des structures utiles pour responsabiliser et mobiliser durablement tous les types d'acteurs autour d'une politique d'intervention efficace post-COVID-19. Mais, pour que se déploie largement à l'avenir de tels conseils, il conviendrait qu'existe un fort volontarisme politique en la matière. Les répondants à l'enquête considèrent cependant que la principale limite à la participation citoyenne réside aujourd'hui dans le manque de confiance des autorités publiques à son égard.